



Kalune

Communiqué de presse  
14 avril 2020

## **Aidons concrètement nos entreprises, nos indépendants**

(artisans, commerçants, auto-entrepreneurs, petites et moyennes entreprises, professions médicales et libérales, agriculteurs)

L'ensemble des professions libérales, indépendantes et les petites entreprises forment le **poumon économique et fiscal** de notre pays.

Ce sont les entrepreneurs qui paient le plus d'impôts, de taxes et de cotisations sociales, qui emploient le plus de salariés.

Le secteur de l'artisanat, par exemple, est celui qui emploie le plus de personnes en France, à ce jour." La crise actuelle va créer **une hécatombe** dans notre tissu économique, va déclasser l'artisanat au profit de Pôle emploi, qui va devenir le premier employeur de France !

Les reports de charge n'aident pas, tout comme le prêt de trésorerie (PGE – prêt garanti par l'état), qui sont des **DETTES** et des engagements nouveaux (non prévus) pour nombre d'entrepreneurs.

Les dettes à moyen et long termes ne sont pas une solution. Il faudra des années pour que notre économie se relève du tsunami du coronavirus. Cette crise va créer une situation de stress, de tension, de charge mentale trop importante, qui conduira à une augmentation des dépenses de santé, des dépressions et des suicides. Les mesures doivent être prises maintenant, et pas dans plusieurs mois !

**Moins d'indépendants = perte fiscale et sociale = déficit = faillite de la France !**

La crise du covid-19 va détériorer la situation financière et économique des particuliers et des entreprises. Kalune s'attend à une envolée des demandes d'aide et d'accompagnement généralisées à l'ensemble de la population. A cet effet, nous devons :

- répondre à cet immense défi, qui va toucher des millions de foyers et des milliers d'entreprises.
- mettre en place un **système universel d'accompagnement**, accessible au plus grand nombre.
- offrir une prise en charge complète, tant économique, financière, juridique que psychologique.
- apporter la trésorerie nécessaire pour pérenniser l'activité de nos entreprises.

Pour rappel, cette épreuve collective va mettre **à genoux** des familles, des individus, qui auront du mal à se relever après le tsunami du coronavirus. L'autre problème majeur porte sur le stress des familles qui se demandent si elles arriveront à payer les factures, à se nourrir, qui prient pour ne pas perdre un être proche ou leur emploi. La situation est aggravée pour les personnes vivent déjà , avant cette épreuve dans l'angoisse du manque d'argent, des fins de mois difficiles, et pour les bénéficiaires des minima sociaux, précaires, étudiants, etc.

- Des millions de foyers **sont fragilisés par les événements actuels**, preuve en est le mouvement des gilets jaunes.
- Des milliers d'entreprises sont également dans une situation financière difficile, voire (et même) très tendue.
- Toutes les catégories de la population (riche, pauvre, actif, inactif, étudiant, jeune, enfant, adolescent, entrepreneur, indépendant, fonctionnaire, salarié, élu, journaliste) vont vivre une période très difficile, stressante et angoissante.

Pour bien comprendre, **une hécatombe** dans notre tissu, produira :

- un chômage de masse
- une perte fiscale et sociale astronomique
- une augmentation du nombre de bénéficiaires des minima sociaux
- une désertion des rues, des centres-villes, des zones artisanales et commerciales
- une augmentation du travail précaire et non-salarié
- l'augmentation de l'insécurité
- l'augmentation de la précarité
- l'augmentation de la pauvreté
- une cascade de faillite dans l'ensemble du tissu économique.
- une explosion du déficit de l'Unedic
- une explosion des allocataires du RSA
- une explosion des demandes d'aides sociales exceptionnelles (logement, énergie, alimentation, cantine, etc.)
- une explosion des dépenses de santé au titre de la dépression
- une explosion de la dette de l'État, des collectivités locales et de la Cades (caisse d'amortissement de la dette sociale)

## **À situation exceptionnelle, mesures exceptionnelles**

Nos représentants doivent décider et valider un plan de relance à la hauteur des enjeux économiques et sociaux :

- **modifier** rapidement le cadre du crowdfunding pour encourager les Français à investir et soutenir nos entreprises.
- **Augmenter** considérablement l'aide versée aux entreprises françaises (3.000 € pour les entreprises de moins de 200.000 € de Chiffre d'affaires annuel, 1.500 € par salarié et une aide complémentaire portée à un plafond de 10.000 € pour couvrir les charges, les loyers, les factures fournisseurs) sur étude des dossiers.
- **Effacer la dette de** tous ceux qui ne peuvent pas payer l'ensemble des charges sociales, fiscales et accorder une remise de 50% pour les autres structures réalisant un chiffre d'affaires inférieur à 5 millions d'euros.
- **Élargir** les conditions d'octroi de la garantie BPI (banque publique d'investissement française) à toutes les entreprises, ayant un compte bancaire en France, y compris celles ayant un compte dans une néo-banque.

Sans cela :

- Des millions de personnes vont perdre leur travail
- Les dépenses de santé au titre de la dépression vont exploser
- Les dépenses d'aides sociales seront surréalistes

### **Le coût va être abyssal**

L'endettement de la France est actuellement de 2.452 milliards d'euros, dont 90 milliards de la Cades, l'organisme qui gère la CRDS (Contribution au remboursement de la dette sociale). Nous avons établi les prévisions suivantes sur une base d'un confinement de 9 semaines et une reprise partielle de l'économie à partir de la dixième semaine, ainsi que les mesures indispensables à prendre par la suite.

Prévision des dépenses de l'Etat liées à la pandémie de Covid-19:

Coût du chômage partiel	40 milliards
Plan de relance	100 milliards
Provision garantie BPI	80 milliards
Perte fiscale des collectivités locales et de l'État	50 milliards
Mesures d'accompagnement préventif, traitement du surendettement des particuliers et des procédures collectives	5 milliards
Baisse de la TVA sur les produits de première nécessité et les bébés	5 milliards
Sous-total :	280 milliards

et une prévision pour les dépenses sociales, qui seront à la charge de la Cades (caisse d'amortissement de la dette sociale) :

Effacement et réduction des cotisations sociales	60 milliards
Renforcement des moyens des hôpitaux, coût des soins et équipement, augmentation des rémunérations des soignants	40 milliards
Soins psychiatriques	10 milliards
Soins des maladies chroniques et du manque de soins pendant le confinement	30 milliards
Augmentation de l'indemnisation par l'Unedic	30 milliards
Sous-total :	170 milliards

En conclusion, la France qui travaille, qui paie ses impôts, qui assume majoritairement la charge fiscale et sociale, a besoin d'un soutien du pays.

Ses entrepreneurs, leurs salariés et familles ont besoin de recevoir des mesures fortes et efficaces du pays et de notre gouvernement.

**Sans cela, il n'y aura plus de cotisants et de contribuables professionnels dans ce pays, mais que des grandes entreprises .....**

Ces mesures sont un **juste retour** de l'engagement de ces Français pendant des décennies à soutenir notre pays, à le porter à bout de bras.

Vous devez assumer votre responsabilité, et soutenir les français dans la difficulté.

Il faut enfin une vraie décentralisation et DONNER plus de moyens et de POUVOIR aux collectivités, qui sont proches des entrepreneurs et du tissu économique.

Aujourd'hui, à l'image du secteur médical où il existe des services d'urgence et des services de soin, nous devons mettre en place les outils et les moyens nécessaires pour prévenir et traiter sur le long terme les difficultés économiques et financières.

Les procédures collectives et de surendettement ne doivent être que des "soins palliatifs" et non des procédures standard.

## M. MACRON, faites plus que le minimum

### A propos de Kalune :

En 2020, KALUNE est une structure associative qui déploie, avec ses faibles moyens, des projets solidaires pour accompagner les dirigeants, associés / actionnaires et les salariés au quotidien. Kalune est un organisme privé totalement indépendant de tout groupe, réseau économique ou financier.



Conseils



Assistance



Accompagnement



Médiation



Services

Son président, Mr Bruno PARIZOT a par ailleurs lancé une nouvelle plate-forme : [Argent-content.com](https://www.argent-content.com), qui propose des conseils et des services à nos concitoyens avec l'accès aux outils pour les aider à surmonter la crise actuelle.

### Soutien

Nous avons besoin d'un soutien financier et matériel, afin de développer notre programme préventif pour un accompagnement à très grande échelle. Cette aide mettrait rapidement en œuvre les moyens numériques, accompagnerait et soutiendrait les Français, en leur évitant « le naufrage », et par conséquent l'aggravement de la situation financière de la France et de ses citoyens.

[presse@kalune.fr](mailto:presse@kalune.fr)



Nous renforçons notre présence sur les réseaux sociaux :



*« Tout le monde échoue une première fois. Si tu ne connais pas l'échec, comment pourrais-tu connaître le succès ?" (Andy Wachowski)*

## Nous vous rappelons nos propositions du 6 avril dernier

----

### La crise du coronavirus va impacter considérablement les particuliers, les indépendants et les entreprises.

----

Notre plan d'action porte à la fois sur l'assistance aux particuliers, aux travailleurs indépendants et aux entreprises.

#### Ce qu'il faut faire pour aider les particuliers

**Nous devons mettre en place un système universel d'accompagnement, accessible au plus grand nombre. Notre offre est globale avec une prise en charge complète, tant économique, financière, juridique que psychologique.**

**L'offre d'accompagnement actuel est plus qu'embryonnaire et ne peut absorber la vague de demandes qui va arriver dans les prochaines semaines.**

IL faut donc, dès maintenant, mettre en place les outils nécessaires, fédérer les structures autour d'une base commune, renforcer les moyens et augmenter considérablement les budgets des associations et des structures d'accompagnement.

Les missions seront simples :

- prévenir
- détecter le plus tôt possible les difficultés
- éduquer et former
- accompagner

*Les solutions :*

Kalune est favorable au fichier positif, une demande ancienne du monde associatif, permettant de réduire le recours à l'emprunt, et donc d'amoindrir le surendettement. Nous devons renforcer les moyens préventifs et les actions sur le plan financier :

- Écouter, conseiller et soutenir ces individus dans leurs démarches afin de lutter contre l'exclusion bancaire et sociale et la précarisation (difficultés financières, baisse de ressources, endettement, surendettement, chômage, pensions alimentaires ; maltraitance, solitude, stress, anxiété, souffrance psychique et émotionnelle).
- Prévenir les situations de déséquilibre budgétaire, d'exclusion financière et bancaire, et informer sur la gestion de l'argent au sein des foyers.
- Apporter une assistance administrative et un soutien aux familles en difficulté.
- Proposer un service de négociation et de médiation, afin de trouver une solution amiable aux litiges ou problèmes rencontrés.
- Gérer les dossiers de surendettement.
- Prolonger de trois ans (passer de 2 à 5 ans) les moratoires, permettant aux débiteurs de repartir sur de nouvelles bases, avec un accompagnement social et un suivi budgétaire.
- Résoudre les problèmes annexes à des situations financières difficiles.
- Proposer des conseils et solutions en restructuration budgétaire, en regroupement de crédits ; instruire des demandes de crédit de toutes formes et de microcrédits.
- Proposer des solutions de maîtrise du budget familial (assurances, mutuelle, groupement d'achats, etc.).
- Proposer des formations et ateliers.

**Dans le cas contraire, la situation sera dramatique pour des centaines de milliers de foyers et d'entreprises. Cette vague touche de plein fouet les salariés au chômage technique et ceux qui perdront leur emploi du jour au lendemain.**

## **Ce qu'il faut faire pour aider les entreprises**

Nous devons renforcer d'urgence la **trésorerie** des entreprises françaises par une subvention, une baisse de charges, voire une suppression des charges pour celles qui sont le plus en difficulté. **Mais surtout, il faut injecter du cash**, par un financement direct (banques, investisseurs, financement participatif) avec une garantie BPI France (Banque publique d'investissement). Car recourir uniquement au prêt bancaire est une mauvaise idée. En effet, les entreprises ont besoin d'une aide concrète pour renforcer leurs carnets de commandes, mais surtout leur trésorerie, de manière à faire face au paiement de leurs charges courantes.

## **Apport massif d'argent frais dans nos entreprises**

L'Etat ne peut tout faire et doit cautionner les projets privés par les organismes de cautionnement : BPI France (Banque publique d'investissement), la Siagi, la Socoma et France Active. **L'Etat doit encourager les particuliers à investir dans le capital des entreprises françaises.**

Nous pouvons estimer le besoin financier des entreprises pour surmonter le tsunami actuel à une somme comprise entre 50 et 200 milliards d'euros. Nous avons un outil formidable, qu'il faut mobiliser : la finance participative. Les plateformes de crowdfunding peuvent capitaliser rapidement entre 30 et 100 milliards d'euros d'épargne des français, à condition de leur apporter des garanties et de sélectionner les bons dossiers. **Nous pouvons les appuyer avec notre programme d'accompagnement préventif.**

- Nous pouvons obtenir pour toutes les entreprises (artisans, commerçants, entreprises de toutes tailles) des prêts à un taux correct, en complément des prêts de trésorerie bancaire.
- Nous pouvons mobiliser les minibons, l'augmentation de capital (équity et crowdequity), les apports en compte courant, et les obligations pour les autres structures.
- Nous pouvons mobiliser les titres participatifs pour les coopératives qui ont également besoin d'un soutien, tout comme le monde associatif peut le faire.

Afin de développer l'offre de Crowdfunding et répondre à l'immense besoin de financement, il est nécessaire de mettre en place **des garanties** pour sécuriser les opérations et l'épargne des investisseurs.

Il ressort de plusieurs enquêtes que les Français « *sont sept sur dix à rejeter toute idée d'investissement financier. Les produits sont jugés peu adaptés à leurs besoins. Les Français épargnent peu à long terme pour leur retraite, faute de moyens suffisants.* » [[source](#)]

L'année dernière, le montant de la collecte du crowdfunding a été de 629 millions d'euros pour le développement économique (contre 400 millions en 2018 et 307 millions en 2017). Le total collecté a été constant, il s'élevait à 1,4 milliards d'euros sur les plateformes de financement alternatif, toutes catégories confondues (comprenant également les fonds de prêt aux entreprises, les cagnottes en ligne et les projets de solidarité embarquée, – arrondi sur salaire, arrondi sur ticket de caisse, etc). A titre de comparaison, les plateformes anglaises ont financé 13 milliards d'euros de volumes cumulés de prêts.

Si nous mobilisons 1% de l'encours des livrets (livret A, livret jeune, Livret de Développement Durable et Solidaire) faiblement rémunérés, nous pouvons mobiliser rapidement près **de 12 milliards d'euros** pour notre économie et répondre aux besoins de nos entreprises, tout en proposant une rémunération de l'épargne supérieure à 3% net. Pour rassembler 100 milliards d'euros, c'est **9%** de l'épargne des Français qu'il faut mobiliser.

## Ce n'est pas un problème d'argent, mais un problème de volonté.

Apporter plus de garanties :

- Doubler le montant de l'investissement déductible de l'IR (impôt sur le revenu) dans le cadre d'une augmentation de capital.
- Doubler le plafond de déduction des pertes de 8.000 € à 20.000 €/an
- Rendre obligatoire le recours aux assurances suivantes : PTIA (perte totale et irréversible d'autonomie) pour le dirigeant, assurance homme clé et RCMS (responsabilité civile des mandataires sociaux).
- Autoriser BPI France à garantir, dans les mêmes conditions que pour les banques et les établissements financiers, les prêts sur les plateformes (garantir les prêts bancaires à hauteur de 50 à 80%, et jusqu'à 90% avec le Prêt Garanti Etat).
- Créer, sur le modèle de l'ADIE (association pour le droit à l'initiative économique), un fonds national de garantie des prêts accordés, correspondant à 5% du montant financé. Ce fonds permettra de prendre en charge les échéances impayées pendant plusieurs mois, le temps de trouver une solution de pérennisation de l'activité.
- Proposer à tous les emprunteurs des assurances couvrant tout ou partie du risque.
- Autoriser les plateformes à prendre des sûretés réelles, afin de proposer des offres « *sans caution personnelle* », sur le modèle des établissements financiers.
- Développer le séquestre total ou partiel des commissions des plateformes pendant la durée du prêt. Seul 1/5 sera perçu effectivement. Le solde serait remboursé aux souscripteurs, en cas de non-paiement.
- Enfin, **intervenir préventivement dès le premier défaut de paiement**. La réponse à cet incident définit la suite. L'association Kalune est spécialisée dans la prise en charge des difficultés économiques.

[lien](#)